

## « Think Global - Act European »

*Tribune parue dans La Revue parlementaire - lundi 2 juin 2008*



Voilà l'état d'esprit dans lequel les Européens sont appelés à penser l'avenir de l'Union européenne en ce début de 21e siècle. Centrée depuis 60 ans sur ses politiques internes et l'extension de son modèle par la voie de l'élargissement, l'UE doit maintenant se préparer à lancer de nouvelles solidarités et à déployer sa force normative dans le monde, si elle veut se tracer une voie dans la mondialisation. Voilà donc la devise que se sont donnés les treize think tanks européens réunis à l'initiative de Notre Europe et de la Fondation pour l'innovation politique pour adresser des recommandations aux gouvernements français, tchèque et suédois qui auront la charge d'assurer le prochain trio des présidences de l'Union jusqu'à la fin de l'année 2009.

Cette mobilisation inédite de autant de think tanks européens est bien le signe que la construction européenne est à un moment charnière : de juillet 2008 à décembre 2009, l'UE sera en effet confrontée à la ratification et – souhaitons-le – à la mise en œuvre du traité de Lisbonne, à la révision budgétaire, aux élections européennes, au renouvellement de la Commission européenne, à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la croissance et l'emploi (stratégie de Lisbonne) post-2010 et à la préparation d'une suite au protocole de Kyoto sur le changement climatique qui arrive à échéance en 2012.

Les Européens échoueront à relever ces défis, s'ils se cantonnent à l'approche sectorielle et bien souvent nationale qu'ils ont eu jusqu'à présent. Le décryptage des défis globaux qui nous entourent et qui ont profondément changé le contexte international (nouvelles puissances économiques, menaces sécuritaires diffuses, pressions migratoires, concurrence sur les ressources énergétiques, changement climatique, ...) nous invite à un changement de méthode.

Il s'agit d'abord de revisiter les politiques existantes pour les consolider (achever le marché unique, tirer davantage parti de l'union économique et monétaire notamment par une représentation unique dans les forums internationaux de discussion économique et monétaire, ouvrir un débat courageux sur la politique agricole commune post-2013). Mais l'heure est venue, simultanément d'être plus solidaire face à des enjeux tels que le changement climatique, l'approvisionnement énergétique et la gestion de l'immigration (illégale tout autant que de l'immigration légale hautement qualifiée) et de marquer cette solidarité par un budget européen plus ambitieux. La définition de ces nouvelles solidarités ne peut se faire sans une plus grande implication des citoyens européens qui passe par le renforcement de la délibération et de la démocratie représentative au niveau européen. Enfin, de nombreux enjeux exigent une plus grande coordination des politiques sectorielles et une plus grande continuité entre les politiques internes et les politiques externes. Que l'on parle de politique migratoire ou de stratégie de compétitivité pour les entreprises européennes, de nombreux domaines de compétences communautaires sont concernés et gagneraient à être plus cohérents. Ces efforts pourraient permettre aux Européens de concevoir leur avenir moins sur le mode de la crainte et de la protection que d'une confiance renouvelée par l'extension de l'influence européenne dans le monde.

Face ces défis, les Français qui s'apprêtent à prendre la présidence de l'Union gagneraient à jouer pleinement le jeu du trio de présidences de l'Union et à travailler étroitement avec leurs partenaires tchèques et suédois. C'est d'abord en portant la voix des Européens qu'ils parviendront à faire avancer l'agenda communautaire.